

Allocution de Sa Sainteté le Pape François à la soixante-quinzième réunion de l'Assemblée générale des Nations Unies

25 septembre 2020

« L'avenir que nous voulons, l'Organisation des Nations Unies dont nous avons besoin : réaffirmer notre engagement commun à travers le multilatéralisme »

Monsieur le Président, la paix soit avec vous tous !

Je vous adresse mes salutations cordiales, Monsieur le Président, ainsi qu'à toutes les délégations qui participent à cette importante soixante-quinzième session de l'Assemblée générale des Nations Unies. Je salue en particulier le Secrétaire général, M. António Guterres, les chefs d'État et de gouvernement participants et tous ceux qui suivent le débat général.

Le soixante-quinzième anniversaire de l'Organisation des Nations Unies m'offre une occasion propice pour exprimer une fois de plus le désir du Saint-Siège que cette Organisation serve de plus en plus de signe d'unité entre les États et d'instrument de service à toute la famille humaine.

En ces jours, notre monde continue d'être touché par la pandémie de Covid-19, qui a entraîné la perte de tant de vies. Cette crise modifie notre mode de vie, remet en question nos systèmes économique, sanitaire et social, et expose notre fragilité humaine.

La pandémie, en effet, nous appelle « à saisir ce temps d'épreuve comme un temps de choix, un temps pour choisir ce qui compte et ce qui passe, un temps pour séparer ce qui est nécessaire de ce qui ne l'est pas ». Elle peut représenter une opportunité concrète de conversion, de transformation, de repenser notre mode de vie et nos systèmes économiques et sociaux, qui creusent le fossé entre riches et pauvres sur la base d'une répartition injuste des ressources. D'autre part, la pandémie peut être l'occasion d'un « repli défensif » vers un plus grand individualisme et élitisme.

Nous sommes donc confrontés à un choix entre deux voies possibles. Une voie mène à la consolidation du multilatéralisme en tant qu'expression d'un sens renouvelé de la coresponsabilité mondiale, d'une solidarité fondée sur la justice et la réalisation de la paix et de l'unité au sein de la famille humaine, qui est le plan de Dieu pour notre monde. L'autre voie met l'accent sur l'autosuffisance, le nationalisme, le protectionnisme, l'individualisme et l'isolement ; il exclut les pauvres, les vulnérables et ceux qui vivent à la périphérie de la vie. Ce chemin serait certainement préjudiciable à toute la communauté, causant des blessures auto-infligées à tout le monde. Cela ne doit pas prévaloir.

La pandémie a mis en évidence la nécessité urgente de promouvoir la santé publique et de faire du droit de chacun à des soins médicaux de base une réalité. Pour cette raison, je renouvelle mon appel aux dirigeants politiques et au secteur privé pour qu'ils n'épargnent aucun effort pour garantir l'accès aux vaccins Covid-19 et aux technologies essentielles nécessaires pour soigner les malades. Si quelqu'un doit avoir la préférence, que ce soit les plus pauvres, les plus vulnérables, ceux qui sont si souvent victimes de discrimination parce qu'ils n'ont ni pouvoir ni ressources économiques.

Dans le même ordre d'idées, je pense aux effets de la pandémie sur l'emploi, un secteur déjà déstabilisé par un marché du travail poussé par une incertitude croissante et une robotisation généralisée. Il est urgent de trouver de nouvelles formes de travail vraiment capables de réaliser notre

potentiel humain et d'affirmer notre dignité. Afin d'assurer un emploi digne, il doit y avoir un changement dans le paradigme économique dominant, qui ne cherche qu'à accroître les bénéfices des entreprises. Offrir des emplois à plus de personnes doit être l'un des principaux objectifs de toute entreprise, l'un des critères de réussite d'une activité productive. Le progrès technologique est précieux et nécessaire, à condition qu'il serve à rendre le travail des gens plus digne et sûr, moins pénible et moins stressant.

Tout cela appelle un changement de cap. Pour y parvenir, nous possédons déjà les ressources culturelles et technologiques nécessaires et une conscience sociale. Ce changement d'orientation nécessitera cependant un cadre éthique plus solide, capable de surmonter «la culture actuelle des déchets répandue et en croissance silencieuse ».

À l'origine de cette « culture du jetable », il y a un manque flagrant de respect de la dignité humaine, la promotion d'idéologies avec une compréhension réductrice de la personne humaine, un déni de l'universalité des droits humains fondamentaux et une soif de pouvoir et de contrôle absolus qui est répandu dans la société d'aujourd'hui. Appelons cela pour ce qu'il est : une attaque contre l'humanité elle-même.

Il est en fait douloureux de voir le nombre de droits de l'homme fondamentaux qui, de nos jours, continuent d'être violés en toute impunité. La liste de ces violations est en effet longue et nous offre une image effrayante d'une humanité maltraitée, blessée, privée de dignité, de liberté et d'espoir pour l'avenir. Dans le cadre de cette image, les croyants religieux continuent de subir toutes sortes de persécutions, y compris le génocide, en raison de leurs croyances. Nous autres chrétiens en sommes victimes : combien de nos frères et sœurs dans le monde souffrent, parfois contraints de fuir leurs terres ancestrales, coupés de leur riche histoire et culture.

Nous devons également admettre que les crises humanitaires sont devenues le *statu quo*, dans lequel le droit des personnes à la vie, à la liberté et à la sécurité personnelle n'est pas protégé. En effet, comme le montrent les conflits dans le monde, l'utilisation d'armes explosives, en particulier dans les zones peuplées, a un impact humanitaire dramatique à long terme. Les armes classiques deviennent de moins en moins « conventionnelles » et de plus en plus « d'armes de destruction massive », faisant des ravages dans les villes, les écoles, les hôpitaux, les sites religieux, les infrastructures et les services de base dont la population a besoin.

De plus, un grand nombre de personnes sont obligées de quitter leur domicile. Les réfugiés, les migrants et les déplacés internes se retrouvent fréquemment abandonnés dans leurs pays d'origine, de transit et de destination, privés de toute chance d'améliorer leur situation de vie et celle de leurs familles. Pire encore, des milliers de personnes sont interceptées en mer et renvoyées de force dans des camps de détention, où elles subissent des tortures et des abus. Beaucoup d'entre eux sont victimes de la traite des êtres humains, de l'esclavage sexuel ou du travail forcé, exploités dans des emplois dégradants et privés d'un juste salaire. C'est intolérable, mais intentionnellement ignoré par beaucoup !

Les nombreux et importants efforts internationaux pour répondre à ces crises commencent par de grandes promesses - je pense ici aux deux pactes mondiaux sur les réfugiés et sur les migrations - mais beaucoup n'ont pas le soutien politique nécessaire pour réussir. D'autres échouent parce que les États individuels fuient leurs responsabilités et leurs engagements. Néanmoins, la crise actuelle offre à l'ONU l'occasion de contribuer à l'édification d'une société plus fraternelle et plus compatissante.

Cela implique de reconsidérer le rôle des institutions économiques et financières, comme celui de Bretton-Woods, qui doivent répondre à l'inégalité croissante entre les super-riches et les pauvres en

permanence. Un modèle économique qui encourage la subsidiarité, soutient le développement économique au niveau local et investit dans l'éducation et les infrastructures au profit des communautés locales, jettera les bases non seulement du succès économique mais aussi du renouvellement de la communauté et de la nation dans son ensemble. Ici, je voudrais renouveler mon appel pour qu'« à la lumière des circonstances actuelles... toutes les nations soient en mesure de répondre aux plus grands besoins du moment par la réduction, sinon l'annulation, de la dette qui pèse sur les bilans des nations les plus pauvres ».

La communauté internationale doit tout mettre en œuvre pour mettre fin aux injustices économiques. « Lorsque les organismes multilatéraux de crédit conseillent diverses nations, il est important de garder à l'esprit les nobles concepts de justice fiscale, les budgets publics responsables de leur endettement et, surtout, une promotion efficace des plus pauvres, ce qui en fait des protagonistes de la réseau social". Nous avons la responsabilité d'offrir une aide au développement aux pays pauvres et un allègement de la dette aux pays très endettés.

« Une nouvelle éthique suppose d'être conscient de la nécessité pour chacun de travailler ensemble pour fermer les abris fiscaux, éviter les évasions et le blanchiment d'argent qui volent la société, ainsi que de parler aux nations de l'importance de défendre la justice et le bien commun par rapport aux intérêts de les entreprises et multinationales les plus puissantes ». Le moment est venu de renouveler l'architecture de la finance internationale.

Monsieur le Président,

Il y a cinq ans, j'ai eu l'occasion de m'adresser personnellement à l'Assemblée générale à l'occasion de son soixante-dixième anniversaire. Ma visite a eu lieu à un moment marqué par un multilatéralisme véritablement dynamique. Ce fut un moment de grand espoir et de promesse pour la communauté internationale, à la veille de l'adoption du Programme de développement durable à l'horizon 2030. Quelques mois plus tard, l'Accord de Paris sur le changement climatique a également été adopté.

Pourtant, nous devons honnêtement admettre que, même si certains progrès ont été accomplis, la communauté internationale s'est montrée largement incapable de tenir les promesses faites il y a cinq ans. Je ne peux que répéter que « nous devons éviter toute tentation de tomber dans un nominalisme déclaratoire qui apaiserait nos consciences. Nous devons nous assurer que nos institutions sont réellement efficaces dans la lutte contre tous ces fléaux ».

Je pense à la situation alarmante de l'Amazonie et de ses peuples autochtones. On voit ici que la crise environnementale est indissolublement liée à une crise sociale, et que la protection de l'environnement appelle une approche intégrée de la lutte contre la pauvreté et l'exclusion.

Certes, la croissance d'une sensibilité écologique intégrale et du désir d'action est une étape positive. « Nous ne devons pas mettre le fardeau sur les générations futures de prendre en charge les problèmes causés par les précédentes... Nous devons nous demander sérieusement s'il existe la volonté politique d'allouer avec honnêteté, responsabilité et courage, plus de ressources humaines, financières et technologiques à atténuer les effets négatifs du changement climatique et aider les populations les plus pauvres et les plus vulnérables qui en souffrent le plus ».

Le Saint-Siège continuera à jouer son rôle. Comme signe concret de l'engagement du Saint-Siège à prendre soin de notre maison commune, j'ai récemment ratifié l'Amendement de Kigali au Protocole de Montréal.

Monsieur le Président,

Nous ne pouvons manquer de reconnaître les effets dévastateurs de la crise du Covid-19 sur les enfants, y compris les jeunes migrants et réfugiés non accompagnés. La violence contre les enfants, y compris l'horrible fléau de la maltraitance des enfants et de la pornographie, a également considérablement augmenté.

Des millions d'enfants ne peuvent actuellement pas retourner à l'école. Dans de nombreuses régions du monde, cette situation risque d'entraîner une augmentation du travail des enfants, de l'exploitation, des abus et de la malnutrition. Malheureusement, certains pays et institutions internationales font également la promotion de l'avortement comme l'un des soi-disant « services essentiels » fournis dans le cadre de la réponse humanitaire à la pandémie. Il est troublant de voir à quel point il est devenu simple et commode pour certains de nier l'existence d'une vie humaine comme solution à des problèmes qui peuvent et doivent être résolus tant pour la mère que pour l'enfant à naître.

J'exhorte les autorités civiles à être particulièrement attentives aux enfants qui se voient refuser leurs droits fondamentaux et leur dignité, en particulier leur droit à la vie et à l'école. Je ne peux m'empêcher de penser à l'appel de cette courageuse jeune femme, Malala Yousafzai, qui s'exprimait il y a cinq ans à l'Assemblée générale, nous a rappelé qu'« un enfant, un enseignant, un livre et un stylo peuvent changer le monde ».

Les premiers enseignants de chaque enfant sont sa mère et son père, la famille, que la Déclaration universelle des droits de l'homme décrit comme « l'unité naturelle et fondamentale de la société ». Trop souvent, la famille est victime de formes de colonialisme idéologique qui l'affaiblissent et finissent par produire chez beaucoup de ses membres, en particulier les plus vulnérables, les jeunes et les personnes âgées, un sentiment d'orphelin et sans racines. L'éclatement de la famille se reflète dans la fragmentation sociale qui entrave nos efforts pour affronter des ennemis communs. Il est temps de réévaluer et de nous réengager à atteindre nos objectifs.

L'un de ces objectifs est la promotion de la femme. Cette année marque le vingt-cinquième anniversaire de la Conférence de Beijing sur les femmes. À tous les niveaux de la société, les femmes jouent désormais un rôle important, offrant leur contribution singulière et promouvant courageusement le bien commun. Cependant, de nombreuses femmes continuent d'être laissées pour compte : victimes d'esclavage, de traite, de violence, d'exploitation et de traitements dégradants. À eux et à ceux qui ont été contraints de vivre séparés de leur famille, j'exprime ma proximité fraternelle. Dans le même temps, je demande une fois de plus une plus grande détermination et un engagement plus grand dans la lutte contre ces pratiques odieuses qui dégradent non seulement les femmes, mais toute l'humanité qui, par son silence et son manque d'action efficace, en devient complice.

Monsieur le Président,

Nous devons nous demander si les principales menaces à la paix et à la sécurité - pauvreté, épidémies, terrorisme et tant d'autres - peuvent être efficacement combattues lorsque la course aux armements, y compris les armes nucléaires, continue de gaspiller des ressources précieuses qui pourraient mieux être utilisées au profit de la développement intégral des peuples et protéger l'environnement naturel.

Nous devons rompre avec le climat actuel de méfiance. À l'heure actuelle, nous assistons à une érosion du multilatéralisme, qui est d'autant plus grave à la lumière du développement de nouvelles formes de technologie militaire. Comme les systèmes d'armes létales autonomes (LAWS) qui modifient de manière irréversible la nature de la guerre, en détachant il est plus éloigné de l'action humaine.

Nous devons démanteler la logique perverse qui lie la sécurité personnelle et nationale à la possession d'armes. Cette logique ne sert qu'à augmenter les profits de l'industrie de l'armement, tout en favorisant un climat de méfiance et de peur entre les personnes et les peuples.

La dissuasion nucléaire, en particulier, crée un éthos de peur fondé sur la menace d'une annihilation mutuelle ; de cette manière, elle finit par empoisonner les relations entre les peuples et entraver le dialogue. C'est pourquoi il est si important de soutenir les principaux instruments juridiques internationaux sur le désarmement, la non-prolifération et l'interdiction nucléaires. Le Saint-Siège espère que la prochaine Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP) aboutira à une action concrète conformément à notre intention commune «de parvenir le plus tôt possible à la cessation du nucléaire. Course aux armements et à prendre des mesures efficaces dans le sens du désarmement nucléaire ».

En outre, notre monde ravagé par les conflits a besoin de l'ONU pour devenir un atelier international de paix toujours plus efficace. Cela signifie que les membres du Conseil de sécurité, en particulier les membres permanents, doivent agir avec une plus grande unité et détermination. À cet égard, l'adoption récente d'un cessez-le-feu mondial pendant la crise actuelle est une étape très noble, qui exige la bonne volonté de tous pour sa mise en œuvre continue. Ici, je voudrais également réitérer l'importance d'assouplir les sanctions internationales qui empêchent les États d'apporter un soutien adéquat à leurs citoyens.

Monsieur le Président,

Nous ne sortons jamais d'une crise comme nous l'étions. Nous en sortons meilleur ou pire. C'est pourquoi, à ce moment critique, il est de notre devoir *de repenser l'avenir de notre maison commune et de notre projet commun*. Une tâche complexe nous attend, qui nécessite un dialogue franc et cohérent visant à renforcer le multilatéralisme et la coopération entre les États. La crise actuelle a encore démontré les limites de notre autosuffisance ainsi que notre vulnérabilité commune. Cela nous a obligés à réfléchir clairement à la manière dont nous voulons en sortir : mieux ou pire.

La pandémie nous a montré que nous ne pouvons pas vivre les uns sans les autres, ou pire encore, opposés les uns aux autres. L'Organisation des Nations Unies a été créée pour rassembler les nations, pour être un pont entre les peuples. Faisons bon usage de cette institution pour transformer le défi qui nous attend en une occasion de construire ensemble, une fois de plus, l'avenir que nous souhaitons tous.

Que Dieu vous bénisse tous !

Merci, Monsieur le Président.

Discours à l'Assemblée générale des Nations Unies, 25 septembre 2015 ; BENOÎT XVI, Discours à l'Assemblée générale des Nations Unies, 18 avril 2008.

Méditation pendant le moment extraordinaire de prière au temps de la pandémie, 27 mars 2020.

Déclaration universelle des droits de l'homme, article 25.1.

*Lettre encyclique *Laudato Si'*, 112.*

Discours à l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies, 25 septembre 2015.

*Message *Urbi et Orbi*, 12 avril 2020.*

Discours aux participants au séminaire « Nouvelles formes de solidarité », 5 février 2020.

Ibid.

Ibid.

Cf. ibid.

Discours à l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies, 25 septembre 2015.

Lettre encyclique *Laudato Si'*, 139.

Message aux participants à la vingt-cinquième session de la Conférence des États parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, 1er décembre 2019.

Message à la trente et unième Réunion des Parties au Protocole de Montréal, 7 novembre 2019.

Déclaration universelle des droits de l'homme, article 16.3.

Discours sur les armes nucléaires, parc de l'hypocentre de la bombe atomique, Nagasaki, 24 novembre 2019.

Ibid.

Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, préambule.